



Supplément à CIAL-ALAI

BI-MENSUEL

Prix au Numéro 5FF

BIOSAL

Bulletin D'Informations Ouvrières et Syndicales de L'Amérique Latine

Bul. N° 5

16 mars 1979



ANNEE 1

BOLIVIE: Le rôle de la C.O.B. reste déterminant

Alors que d'un côté, les intérêts économiques et les classes dominantes orchestrent leurs lugubres dictatures, leurs fraudes électorales et leurs démocraties restreintes, d'un autre côté, les peuples et les travailleurs latinoaméricains manifestent en permanence, le désir d'une plus grande démocratie et d'une meilleure justice sociale.

Ainsi, dans nos derniers bulletins, et en référence à l'évolution politique en République Dominicaine, pays à la recherche d'une stabilité démocratique, nous avons signalé qu'il s'agissait d'un processus où le moteur principal reste les luttes populaires.

Il est donc nécessaire d'analyser aujourd'hui les différents courants et jeux d'influence, en provenance des centres de décision mondiaux, et qui cherchent à contribuer au rétablissement du jeu démocratique en Amérique Latine. Et on peut affirmer que les luttes d'intérêt qui se déroulent dans ce continent, reflètent, en grande partie, cette problématique nouvelle.

Il existe, évidemment, derrière ces tentatives louables, des intérêts concrets qui, effrayés par la violation permanente et systématique des droits fondamentaux et des libertés pensent que non seulement cela offre pitoyable cadre aux négociations internationales, mais aussi que la réponse pourrait être une plus forte rébellion des couches populaires.

Face à la dégradation profonde de la démocratie politique en Amérique Latine, certains processus qui visent à affaiblir et à liquider, en quelque sorte, les pouvoirs dictatoriaux, nous font garder tout espoir.

En effet, ces derniers mois nous avons connu des élections parlementaires où l'on a tenté de mettre en pratique des changements pacifiques des pouvoirs institutionnels. Ainsi en Colombie, en Equateur, au Salvador, au Guatemala, au Costa Rica, en République Dominicaine, au Venezuela, au Brésil, au Pérou et même à Haiti. Malheureusement, dans la plupart des cas, il s'agissait de garantir la continuité de vieux régimes ou de légitimer de nouveaux autoritarismes.

Un bref rappel des régimes les plus en vue, nous montre ; la poursuite de la répression sauvage au Salvador et au Guatemala ; la légalisation des violations constitutionnelles à travers le « Estatuto de Seguridad » (Loi de sécurité) en Colombie ; les efforts du gouvernement militaire afin d'isoler les secteurs représentant les couches populaires à l'Assemblée Constituante au Pérou ; la

permanence au pouvoir du secteur officiel au Brésil, malgré sa défaite aux élections avec 35,8% des votes face à l'opposition tolérée qui a obtenu 64,2% ; et enfin, une nouvelle farce électorale à Haiti, organisée par Duvalier.

Mais arrêtons nous, un instant, à l'évolution de la situation en Bolivie.

Avec le Paraguay, ce pays se trouve géographiquement enfermé et un peu laissé à l'écart sur l'échiquier politique du sous-continent.

La Bolivie a perdu sa région côtière sur le Pacifique, au cours d'une guerre au XIX siècle et subit aujourd'hui des pressions et des influences de ses voisins les plus puissants (Brésil et Argentine).

Ce pays, à dominante indienne, possède des richesses immenses, mais l'avidité des secteurs oligarchiques et impérialistes, qui ont gouverné de façon presque continue ont empêché que le peuple dépasse les niveaux les plus bas du sous-développement. La plupart des chiffres, servant comme indicateurs économiques, sont terrifiants et seulement le peuple haïtien, dans le continent, subit des conditions de vie semblables, sinon pires.

La misère, la faim, l'analphabétisme, l'immigration massive, les maladies (comme la silicose des mineurs), la dénutrition infantile et la désertion scolaire sont des facteurs qui paraissent éternels dans l'histoire de la Bolivie.

Si dans toute l'Amérique Latine, d'après les chiffres de 77, on attribue 5.000 dollars par an pour chaque soldat, 7 dollars pour chaque malade, et 22 dollars pour chaque étudiant, en Bolivie les chiffres sont de 8 dollars annuel par étudiant et 955 par soldat.

Les grandes réserves d'étain, de fer, de pétrole, de gaz et de bois attirent l'avidité des grands monopoles et des multinationales et remplissent aujourd'hui un rôle semblable à l'or et à l'argent du temps des colonies et qui ont servi de support à la première industrialisation de l'Europe.

Mais en dehors des données sur le pays et ses richesses, sur l'élitisme des ses classes dominantes, sur les liens entre celle-ci, l'Etat et les firmes multinationales, il existe d'autres aspects qui reflètent une réalité similaire à celle d'autre pays latinoaméricains.

40P 9802

Ainsi, par exemple, l'Etat bolivien est au premier rang concernant le manque de stabilité institutionnelle ; nous pouvons recenser 108 coups d'Etat depuis l'indépendance en 1824 !

Et derrière cette instabilité politique il existe un peuple et une classe ouvrière qui ont souffert des oppressions totalitaires et qui ont souvent été victimes de massacre en masse, mais qui ont eu aussi des conduites souvent exemplaires et courageuses.

L'un des moments historiques où la paysannerie et les mineurs ont joué un rôle essentiel est certainement la révolution du mois d'avril 1952. Ce mouvement, rejetant avec force le gouvernement autoritaire et repressif, liquida l'institutionnalité des Forces armées mais le régime mis en place par la suite et conduit par le M.N.R. restitua les privilèges des militaires jusqu'au moment où une nouvelle contre-révolution emporta nouveau les espoirs déçus.

En 1971, le coup d'Etat militaire dirigée par le colonel Banzer mis un terme au court mais progressiste gouvernement du général Torres en écrasant l'expérience d'Assemblée populaire composée d'ouvriers et de syndicalistes dans leur grande majorité.

Sept ans de sanglante dictature commencent alors, et à nouveau, le peuple, les étudiants, les travailleurs, et en particulier, les éléments les plus combattifs, c'est-à-dire, les mineurs, vont connaître les persecutions l'exploitation accrue et souvent la mort.

En 1974, le général Banzer, dans la trace de ses collègues militaires du Brésil et du Chili proclame son projet national personnel, qu'il appelle : «*le Nouvel ordre*».

Mais en décembre 1977, une grève de la faim suivie par quatre femmes de mineurs va s'étendre aux secteurs populaires et à la jeunesse et reçoit l'appui de l'Eglise et des courants démocratiques pour prendre finalement la forme d'un vaste refus au «*gorilismo*» militaire.

Depuis lors, les réclamations pour le respect des droits de l'Homme, les appels à la reconnaissance d'un véritable jeu dé-

mocratique vont s'étendre à tous le pays. Le gouvernement affaibli, est obligé de céder et dans ces conditions particulières, il convoque à des élections générales.

Evidemment, le général Banzer et ses hommes, ne pouvaient se permettre de laisser que le libre choix des électeurs puisse s'exprimer ; et ainsi, face aux groupes démocratiques et à la coalition de la gauche, ils présentent la candidature du général Pereda.

En juillet 78, quelques jours seulement après les élections et sans que les résultats définitifs soient connus, Pereda prend le pouvoir ; et l'on peut affirmer, que malgré la fraude et les manipulations du scrutin, la continuité du régime banzeriste était menacée.

Lors de la prise du pouvoir, le général Pereda, en guise de justification, proclama...«*nous avons pris le pouvoir, afin de créer les conditions pour la réalisation d'élections véritablement démocratiques....!*», et il promet alors de nouvelles élections pour le mois de mai 1980.

Mais ces événements vont influencer considérablement la réalité bolivienne et vont marquer en profondeur l'esprit de lutte des travailleurs ; ainsi, peu de temps après, le général Pereda sera démis.

En novembre il sera mis à l'écart et le général Padilla prend le pouvoir. L'orientation de sa politique, les premières mesures prises et la convocation à des élections pour juillet 1979, laissent penser qu'à l'intérieur de l'Armée, il existe un courant désireux de surmonter la crise et de permettre au peuple bolivien le choix électoral sans entrave.

La Confédération ouvrière bolivienne et sa puissante Fédération minière, ont joué et jouent un rôle de premier plan dans tous ces événements.

Nous suivons alors avec attention le processus enclenché en Bolivie et plus particulièrement, l'évolution suivie par la COB et le mouvement ouvrier bolivien, l'un des plus combattifs du continent latinoaméricain.

EN AVRIL: Primer Séminaire-rencontre des Syndicats d'Amérique Latine

Les convocations pour le premier Séminaire-Rencontre Syndical Latinoaméricain qui aura lieu à Quito, Equateur, entre le 15 et le 22 avril 1979, ont commencé à circuler.

Comme nous l'avons annoncé dans notre premier numéro, c'est la CEDOC - Centrale Equatorienne d'Organisations Classistes - qui organise cette rencontre de grande importance pour le syndicalisme latinoaméricain.

Le fait qu'en Amérique Latine existent de nombreuses centrales syndicales, non adhérentes aux trois grandes centrales du continent (ORIT, CLAT, SPUSTAL), menant des luttes parfois infructueuses pour bénéficier de la solidarité internationale ou pour faire connaître les postulats de leur action, fit penser aux dirigeants de la CEDOC d'organiser une rencontre où l'on puisse exposer leur situation afin d'établir une unité d'action qui vise à fortifier leurs luttes.

A cet égard, des membres de la CEDOC ont visité plusieurs pays de l'Amérique Latine pour établir des contacts qui ont abouti à la pré-rencontre latinoaméricaine ayant eu lieu à Quito, au mois de novembre 1978.

Les quatre centrales présentes : CGT - République Dominicaine -, CNT - Guatemala -, CCS (Comité Coordinateur des travailleurs) - El Salvador-, et la CEDOC, après avoir étudié la situation des travailleurs latinoaméricains face à la pénétration des multinationales, ont accepté d'effectuer ce premier Séminaire-Rencontre.

Tel que le dit la convocation : «*Face aux problèmes politiques et sociaux des pays latinoaméricains, il incombe aux travailleurs de répondre, d'une façon organisée, avec des philosophies et politiques d'action servant à contre-carrer la difficile situation socio-économique dans laquelle*

se trouve la plupart de la population de nos pays, dû au fait que le pouvoir politique et économique est détenu par les patrons locaux et étrangers».

Il ne s'agit pas de constituer une quatrième centrale continentale, mais de «chercher la solidarité internationale par le biais d'un mécanisme d'organisation et de coordination qui renforce les luttes populaires qui ont tendance à s'affaiblir à cause de l'isolement où elles se trouvent».

Pour cette raison, les thèmes à traiter seront :

- a) L'étude du mouvement syndical international, et latinoaméricain en particulier.
- b) Les firmes multinationales et le phénomène de la surexploitation des travailleurs (la situation dans chaque pays).
- c) Les Droits de l'Homme : la répression syndicale et politique en Amérique Latine.

d) Politique Syndicale des organisations des travailleurs non adhérents aux trois grandes Centrales Syndicales d'Amérique Latine.

A partir de là on tâchera de mettre en marche une étude systématique des problèmes syndicaux, politiques et économiques que subit l'Amérique Latine.

Quarante délégués de tous les pays du Continent seront présents à la Rencontre, à part des organisations fraternelles qui y assisteront en tant qu'observatrices. Des représentants syndicaux de France, Italie, Espagne, Canada, Cuba, etc. seront aussi présents.

Toutes les organisations qui voudraient participer à cette Rencontre peuvent le faire en envoyant des travaux sur un ou plusieurs sujets de la liste ci-dessus, à la C.E.D.O.C., Flores 846, Quito, Equateur.

REPUBLIQUE DOMINICAINE:

Renvois et grèves à l'I.N.D.A.

Au mois de février dernier, 85 travailleurs, ouvriers et employés de INDA, l'Institut nationale du Coton, ont été renvoyés. Parmi eux, se trouvent cinq syndicalistes. Les employés de l'usine avaient arrêté leur travail, protestant contre la direction de l'Institut, accusée de mener des «actions intimidatoires».

Le Secrétaire général de l'U.G.T.D., l'Union générale des travailleurs dominicains, demanda au président de la République, Antonio Guzman, de résoudre personnellement le conflit de l'INDA. De son côté, le responsable de l'information et de la propagande du même syndicat, déclara que les renvois étaient illégaux.

Le fait que les dirigeants de l'UGTD, centrale syndicale créée par le gouvernement et dont certains membres sont liés au parti au pouvoir, le Parti révolutionnaire dominicain, fassent entendre leurs voix de protestation dans ce conflit, dévoile les contradictions existantes entre le régime et la base sociale qui permet son arrivée au pouvoir.

Cette contradiction, s'approfondit de jour en jour, car le gouvernement n'offre pas de perspectives concrètes d'amélioration sociale ; et le mécontentement s'exprime même dans les rangs de l'officialisme.

Ainsi, le syndicaliste et député du Congrès national, Jacinto de los Santos, insista sur l'injustice que représente ces renvois.

De los Santos, membre de la Commission politique du PRD, exprima publiquement que les employés de INDA ne cherchent pas l'affrontement avec le gouvernement mais se révoltent contre une administration opiniâtre et toute puissante. De plus, il déclara que les ouvriers renvoyés «sont des vieux lutteurs qui ont tout fait pour porter le Président Guzman au pouvoir». . . «et il est inacceptable que l'on veuille les renvoyer ainsi, alors qu'il reste encore des réformistes corrompus en place . . . » (faisant allusion

aux sympathisants de l'ancien parti au pouvoir, le Parti réformiste, dirigé par Balaguer et qui se maintint au pouvoir pendant 12 ans, grâce à des élections truquées).

Le 5 février, la police emprisonna des travailleurs qui manifestaient en appui au mouvement de grève déclenché. Parmi les détenus, il y avait trois employés renvoyés, un nombre important de travailleurs de INDA ainsi que des militants des organisations de gauche et du FEFLAS (Front d'étudiants Flavio Suero).

D'autre part, au cours d'une rencontre syndicale dans laquelle on étudia le conflit de INDA, certains syndicalistes furent arrêtés et emprisonnés 24 heures. Parmi eux, Fernando de la Rosa, responsable des Procès-verbaux et de la correspondance à la direction nationale de la CGT dominicaine. Nous voulons signaler que, au cours de son exil en France, F. de la Rosa faisait partie du Collectif de Syndicalistes latinoaméricains du BIOSAL.

Au delà de ce conflit et des problèmes du syndicalisme dominicain, nous devons réfléchir sur les difficultés qu'affrontent aujourd'hui les travailleurs latinoaméricains.

Dans le No. 1 de notre bulletin BIOSAL, nous avons commenté les risques encourus dans la période de transition entre le pouvoir dictatorial et la mise en place d'une réelle démocratie. Nous faisons justement référence aux élections et aux circonstances du changement en République Dominicaine.

Dès lors, des faits comme celui que nous avons décrit plus haut, dévoilent, parmi d'autres réalités, les problèmes concrets qui se reproduisent malgré des volontés sincères de changement démocratique.

Et ces difficultés se présenteront tant que l'on ne détruira pas des appareils créés, justement, lors des périodes les plus sombres de la barbarie.

VENEZUELA : LE PRESIDENT DE LA C.T.V. SE PRO- NONCE POUR LE BOYCOT DU REGIME MILITAIRE CHILIEN

Dans les numéros 2 et 3 du BIOSAL nous avons parlé de boycott décidé par l'ORIT à l'encontre du Chili, du Nicaragua et de Cuba.

Par la suite, la direction de l'ORIT décida de suspendre l'application de cette mesure envers le Chili ; raison invoquée : le gouvernement du général Pinochet semblerait avoir rétabli certaines mesures discriminatoires affectant les travailleurs et les syndicats.

Cependant, et en contradiction avec les prises de position de l'ORIT, le président de la Confédération des travailleurs du Venezuela, José Vargas, après un long séjour dans plusieurs pays latinoaméricains où il eut l'occasion de rencontrer des dirigeants syndicalistes, déclara que le boycott au Chili et au Nicaragua sera maintenu. Et il met en évidence que ces mesures ont été adoptées car les gouvernements de ces deux pays violent les conventions et les lois du Travail.

ARGENTINE DE NOUVELLES GREVES CHEZ RENAULT

Depuis le 6 mars, les travailleurs des usines FESA-RENAULT (environ 4.500 personnes) de la ville de Cordoba ont cessé leurs activités.

Ils réclament des augmentations de salaires, en demandant une augmentation de 50% rétroactive au 1 février dernier. La direction de l'entreprise n'a offert que 22% d'augmentation et ce à partir du 1 mars.

Les travailleurs de FESA-RENAULT avaient fait grève en décembre 78 déjà, pour des augmentations de salaires et avaient obtenu à cette occasion, une hausse modérée.

Rien de plus normal que des travailleurs argentins luttant pour leurs salaires. De plus, lorsque qu'il s'agit d'une lutte pour la défense d'un niveau de vie minimum (le pouvoir d'achat a baissé de plus de 50% depuis 1976).

A la terreur et à la répression quotidienne, le régime militaire au pouvoir a ajouté une véritable agression économique et sociale à l'encontre des salariés de toute catégorie.

Ainsi, les conditions de vie des travailleurs se dégradent de jour en jour, sans que l'on puisse apercevoir les limites de cette dégradation. Ces conditions, sont la conséquence du plan économique du gouvernement et l'on peut absolver que projet économique et terreur insitutionnalisées

sont étroitement liés ; le premier nécessitant le second pour pouvoir être réellement appliqué.

Finalement, nous pouvons ajouter que l'Argentine détient un triste record au monde : celui d'être le pays où l'inflation est la plus forte, 140% pour l'année 1978 ; et il est bon de rappeler que l'inflation agit comme transfert de bénéfice vers le capital financier, ce qui veut dire aussi, une plus forte exploitation des travailleurs.

MARCHE CONTRE LA FAIM

35 SYNDICALISTES EMPRISONNÉS EN EQUATEUR

Le 23 février, à Quito, à l'issue de la Marche Unitaire contre la Faim, appelée par la CTE (Centrale de travailleurs Equatoriens) et la CEDOC (Centrale Equatorienne d'Organisations Classistes), 35 syndicalistes ont été emprisonnés. Parmi eux, le Président de la FTP (Fédération des Travailleurs du Pichincha), Telmo Hidalgo.

La marche avait été organisée afin de protester contre les dures conditions de vie des travailleurs. Ils demandaient notamment : l'augmentation du salaire minimum mensuel de 1.500 à 4.000 sucres (de 250 F à 670 F) ; la démission du Ministre du Travail (celui du massacre d'AZTRA, l'usine sucrière, le 18 octobre 1977), l'abrogation de tous les décrets interdisant les libertés syndicales et la restitution du droit de Habeas Corpus, entre autres.

Après l'appel à la marche et avant d'être menée au bout, la Junte Militaire au pouvoir avait annoncé l'augmentation du salaire de 1.500 à 2.000 sucres. Les travailleurs ont cependant réalisé la marche car cette faible hausse du salaire ne permet pas de faire face à la difficile situation économique qu'ils traversent.

Cette manifestation a été fortement réprimée et son résultat, l'emprisonnement de ces 35 syndicalistes, rend plus grave la situation des travailleurs en Equateur.

L'Agence Latino-américaine d'Information - A.L.A.I. - fondée en 1976 par un groupe de journalistes latino-américains publie un **Bulletin Hebdomadaire en Espagnol**. L'information provient de collaborateurs dans différents pays de l'Amérique Latine et des Caraïbes. Pour plus d'informations contactez:

Agence Latino-américaine d'Information 1224 Ste. Catherine O. 403 Tel (514) 861 07 56 MONTREAL, QUEBEC H3G 1P2 CANADA

Le C.I.A.L. est un Centre d'Information et d'études dont le but est de contribuer à la connaissance en France et en Europe de la réalité latino-américaine. Il fait partie depuis 1975 du Centre de Recherches de l'Université de Paris VIII - Vincennes. Il s'est constitué en Association sans but lucratif en vertu de la Loi française de 1901. L'Agence Latino-américaine d'information (ALAI) est une corporation sans but lucratif fondée en 1976. Elle a son siège à Montréal et une équipe de correspondants dans plusieurs pays de l'Amérique Latine et des Caraïbes. Le bulletin CIAL-ALAI est une co-production publiée en français tous les quinze jours sur la base du travail d'information d'ALAI et l'apport du Collectif de Syndicalistes Latino-américains (CIAL) pour le Supplément BIOSAL. Le prix de l'abonnement annuel est, en France : Institutions 165 FF., Individus 105 FF., Prix Spécial Etudiants 65 FF. A l'étranger : Institutions 40 US. Dlls., Individus 25 US Dlls. et Etudiants 15 US Dlls. Les chèques doivent être faits au nom de C.I.A.L. N° de Compte 221-49-0407 Banque Régionale d'Escompte et de Dépôts. Agence Vincennes - De France. 94300 Vincennes. FRANCE. Toute correspondance concernant les abonnements sera adressée à CIAL 1 rue de Panama. 75018 Paris. FRANCE. La correspondance et les abonnements concernant les publications ALAI en espagnol doivent être adressés au siège d'ALAI à Montréal.

Directeur de publication : Michel Beaud. CIAL 1, rue de Panama, 75018 Paris. Imprimé à la reprographie du Centre de Recherche de l'Université de Paris VIII. Dépôt légal 1er trimestre 1979. N° Editeur : 001. N° Imprimeur : A001.